

# Résumé d'évaluation

*Evaluation décentralisée pour une prise de décisions fondées sur des données factuelles*

## Evaluation du projet “ IRF 217 Peers for Peace Building social cohesion in Mopti and Segou regions “

### SUJET DE L'ÉVALUATION

Les régions de Mopti et de Ségou connaissent depuis ces dernières années une intensification majeure des tensions et des conflits meurtriers qui ont abouti à une insécurité des populations. De plus, des confrontations intercommunautaires ont émergé comme la résultante des problèmes fonciers et d'accès aux ressources naturelles.

C'est dans ce contexte qu'a été lancé le projet IRF 217 «Peers for Peace Building, Social Cohesion in Mali and Ségou Regions» sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix (Peace Building Fund PBF). Le projet IRF 217 tente d'apporter des réponses à certaines causes profondes des tensions afin d'éviter qu'elles ne se transforment en conflits en restaurant les mécanismes de gestion des conflits et en débloquent le capital économique et social des pairs pour la paix dans les régions de Mopti et de Ségou. Mis en œuvre de janvier 2018 à juin 2019, le projet couvre vingt communautés réparties sur six communes dans six cercles d'intervention et sa mise en œuvre directe est assurée par 5 ONG partenaires coopérants à savoir :AMASSA ,AFRIQUE VERTE, CAEB, APROMORS, SOS SAHEL, GRATT. Le projet s'est appuyé sur une approche conjointe des trois agences (PAM, FAO et HCR) dont le PAM est le chef de file et le coordinateur de la présente évaluation.

### OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Cette évaluation avait pour principal but d'analyser les éléments d'échec et de réussite afin d'en tirer des leçons et recommandations.

### METHODOLOGIE

L'évaluation s'est apesanti sur l'analyse du projet relativement aux critères suivants : pertinence/adaptabilité, efficacité, efficacité et durabilité/impact à travers une approche qualitative.

### PRINCIPAUX RESULTATS

#### Pertinence

Tous les acteurs rencontrés restent unanimes sur le caractère opportun de ce financement au

moment de l'intervention. Les activités mises en œuvre ont été jugées pertinentes dans la mesure où leur programmation provient des défis identifiés grâce aux analyses issues de la planification communautaire participative à l'entame du projet. En s'appuyant sur deux piliers à savoir la restauration des mécanismes de résolution des conflits et le renforcement des moyens de subsistance, l'approche du projet a été reconnue comme étant une stratégie idoine pour promouvoir le dialogue au sein des communautés (premier pas vers la cohésion sociale). Enfin, dans un contexte marqué par l'insécurité et l'inaccessibilité de certaines zones, il apparaît que le projet a su faire preuve d'adaptativité et de flexibilité.

#### Cohérence

Le ciblage géographique entre en cohérence avec les politiques nationales maliennes. Les objectifs du projet paraissent cohérents avec les initiatives portées par les Équipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) de Ségou et de Mopti. Toutefois, d'importants efforts restent à entreprendre pour trouver une meilleure cohérence et complémentarité avec les autres instruments de financement existants, notamment le Fonds Fiduciaire.

#### Efficacité

La mise en place d'activités génératrices de revenus a permis d'améliorer les moyens de subsistance des bénéficiaires et de démotiver certains individus à rejoindre des groupes djihadistes. Quant aux infrastructures construites et réhabilitées, elles ont permis de réduire et d'apaiser les tensions autour des ressources naturelles et de renforcer le dialogue intracommunautaire grâce notamment aux comités de gestion des infrastructures communautaires. Outre ces comités de gestion, d'autres institutions locales mises en œuvre dans le cadre du projet ont également joué un rôle clé d'apaisement des tensions: il s'agit notamment des tontines communautaires dénommées EPC (Epargnes pour le Changement) et des clubs d'écoute Dimitra. Ces derniers ont, d'une part, permis de résoudre certaines tensions bien que la nature des conflits qu'ils ont traités ont

souvent différé de ceux initialement escomptés par le projet et d'autre part servi de relais vers les mécanismes de résolution traditionnels. Enfin, les femmes ont joué un rôle clé dans ce projet dans la mesure où les activités génératrices de revenus (AGR), dans lesquelles elles ont été impliquées, leur ont permis de mieux dialoguer entre elles ; elles ont été également des canaux de diffusion de messages de sensibilisation au sein de leur ménage et au sein de la communauté.

Globalement, les conseils de village interrogés ont constaté que depuis le début du projet, les tensions et les conflits ont diminué, surtout au sein des communautés.

Ces effets positifs sur la cohésion ont été quelque peu mitigés par le défi sécuritaire, la mobilisation communautaire et la confiance institutionnelle qui ont été plutôt timides en début de projet mais se sont progressivement renforcés en fin de projet.

### Efficiences

La réalisation du projet a été marquée par une série de lenteurs et de retards en phase de démarrage. Selon les acteurs, ces retards s'expliquent entre autres par la lourdeur des procédures administratives au sein des agences, le contexte sécuritaire, un système de reporting chronophage, une difficile mise en place du travail conjoint entre les ONG partenaires. En termes d'efficacité budgétaire, il apparaît que l'IRF 217 est le seul des trois projets de la phase 2 du PBF à avoir consommé son budget dans le temps prévu.

### Valeur ajoutée de la réponse conjointe

Le système de coordination multi-agence bien qu'ayant entraîné une certaine complémentarité dans les activités a été jugé lourde et complexe à gérer. Toutefois d'autres aspects ont joué un rôle positif dans la bonne marche de la démarche conjointe : il s'agit notamment du rôle de chef de file du PAM qui a été à plusieurs reprises salué par les différents acteurs (bailleurs, agences et ONG partenaires), de la disponibilité, de la réactivité et de la bonne communication qui ont prévalu. Une réelle démarche collaborative s'est également manifestée sur le terrain : « Pour les bénéficiaires, on était tous PBF, et non PAM, HCR ou FAO. Il n'y avait pas de distinction » (personnel des Nations Unies).

En dehors du groupe onusien, il apparaît nettement que le projet a favorisé une réelle dynamique de travail conjoint entre les ONGs partenaires. Si elles n'étaient pas étrangères l'une de l'autre, c'était la première fois qu'elles travaillaient ensemble sur un même projet avec des cibles et des objectifs communs. Ces ONGs ont su faire de leurs spécificités une opportunité de complémentarité.

### Durabilité et impact

Si le choix de cibler les régions de Mopti et de Ségou est apparu pertinent et en cohérence avec les politiques nationales, il ressort cependant que la couverture des zones d'intervention (nombre de villages et d'individus ciblés) est relativement faible pour escompter un impact significatif sur les dynamiques de conflit dans les deux régions. De la même manière que la faible couverture géographique du projet constitue un frein à l'impact des activités initiées, sa temporalité courte (18 mois) fragilise la durabilité de ses effets.

L'allocation de fonds via le PBF a permis aux services techniques de l'Etat de remplir des fonctions clés dans des zones où ils ne se rendaient que rarement. Alors même que la méfiance à leur rencontre est grande, le projet a ainsi indirectement contribué à renforcer leur présence auprès des communautés et à recréer une confiance institutionnelle.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### Evaluation globale

Le financement du Peace Building Fund a permis de renforcer la cohésion sociale au sein des vingt villages ciblés à travers une approche double qui s'est révélée pertinente.

Le travail conjoint, la multiplicité des partenaires de terrain et la complexité des montages et procédures institutionnelles ont, inévitablement et sans surprise, entraîné des lenteurs au démarrage qui ont été compensées dans l'urgence du fait de la courte durée du projet inhérente aux modalités du fonds.

Enfin, ce projet a démontré des capacités de collaboration et de coordination tout à fait remarquables (malgré les difficultés et les lenteurs) entre agences des Nations Unies et un potentiel de délivrance de services dans des zones difficiles via des alliances avec des acteurs locaux.

### Recommandations

Les recommandations formulées au terme de la présente évaluation sont les suivantes :

**R1** : Faire de la Théorie du changement, un vrai outil de pilotage du projet.

**R2** : Initier l'exercice de diagnostic au plus tôt et de façon plus élargie.

**R3** : Renforcer et formaliser le système d'analyse et de gestion des risques.

**R4** : Tirer profit des dynamiques de collaboration amorcées, notamment au niveau terrain.

**R5** : Adapter le mécanisme de financement aux ambitions du projet.

**R6** : Renforcer la communication à tous les niveaux sur la spécificité du PBF.